

Ibrahim Kaypakkaya

Sur la nature du kémalisme et la construction de la République turque comme État contemporain

Il nous faut absolument présenter la nature du mouvement kémaliste, et de la pratique kémaliste de gouvernement, en faisant extensivement référence à Schnurov. Car Schnurov est un témoin de confiance, un authentique bolchévik.

L'ouvrage de 1929 dont nous citerons des passages était destiné à présenter la situation en Turquie et la lutte de sa classe laborieuse aux travailleurs d'URSS. Il n'y a aucun élément permettant de douter que les vues qu'y exprime Schnurov étaient également celles de Staline et des autres dirigeants bolchéviks.

1. Les classes dirigeantes de la révolution kémaliste étaient la grande bourgeoisie turque et les grands propriétaires terriens féodaux.

Selon Schnurov : *"La révolution nationale turque, appelée kémaliste en référence à son principal dirigeant Mustafa Kemal, a été conduite par la bourgeoisie nationale turque, c'est à dire les marchands, les grands propriétaires terriens et le petit nombre, à cette époque, d'industriels que comptait le pays."*

La révolution kémaliste est similaire, et de fait se place dans la continuité de la révolution jeune-turque :

"Comme résultat de la domination des grands propriétaires qui volaient ce qui était dans une très large mesure un pays pauvre, du clergé et, en tout premier lieu, du sultanat lui-même, la Turquie était tombée entièrement aux mains du capital européen, devenant l'esclave de l'Europe capitaliste. En 1908, le pouvoir du sultan était pour la première fois secoué par les forces combinées de la bourgeoisie marchande, des officiers de l'armée et de la noblesse. Cette révolution bourgeoise est restée connue comme la révolution des Jeunes-Turcs, et elle était dans un premier temps, en tout cas, soutenue par les masses populaires."

Cependant, même après cette "révolution" des Jeunes-Turcs, la Turquie avait conservé son caractère semi-colonial. C'est à dire qu'elle était, et restait dans la position d'un marché où les pays capitalistes avancés achetaient des matières premières, et vendaient des produits industriels finis. Elle était, officiellement, politiquement indépendante ; mais en réalité un instrument entre les mains des impérialistes.

C'est la raison pour laquelle elle se trouva entraînée dans la Première Guerre mondiale par l'Allemagne, dont elle dépendait économiquement à un degré extrême, et pour le compte de laquelle elle combattit donc.

Avec la défaite de l'Allemagne, la Turquie se retrouva livrée au dépeçage et au pillage des vainqueurs. Pour sauver son existence territoriale même, une nouvelle révolution devenait dès lors indispensable :

"Cette fois-ci, la révolution connue sous le nom de kémaliste était dirigée contre les impérialistes anglais et français. La bourgeoisie marchande prit la direction de cette révolution. La Turquie étant un pays largement rural, les principales marchandises consistaient en des produits agricoles. La bourgeoisie marchande établit ainsi des liens étroits avec les grands propriétaires féodaux. De fait, dans chaque village turc, le hobereau local remplissait aussi la fonction d'usurier et était le principal acheteur et revendeur de la production des paysans. Cette petite aristocratie était aussi souvent propriétaire de moulins, d'usines où se pressait l'huile ou séchait les fruits, et d'autres entreprises encore. Elle possédait également des firmes chargées d'acheter les produits agricoles en gros."

"Dans ces conditions, si la Turquie avait été vaincue par les capitalistes européens, ceux-ci auraient à brève échéance mis la main sur l'intégralité de son commerce et de son industrie. La bourgeoisie turque faisait face à une lutte de vie ou de mort. Si le pays était directement contrôlé et devenait entièrement dépendant des capitaux étrangers, son industrie et son commerce propres allaient mourir tôt ou tard. C'est cette menace qui a fait de marchands, d'industriels et de grands propriétaires vendant des produits agricoles aux pays étrangers, des révolutionnaires... Et le mécontentement des ouvriers, des paysans et des petits commerçants contre ces capitalistes et grands propriétaires, put être habilement détourné en lutte contre ces capitalistes étrangers. La révolution s'étendit alors au pays entier, et prit un caractère national."

La révolution kémaliste était donc essentiellement dirigée par la bourgeoisie marchande, mais était une révolution "nationale bourgeoise" au sens où elle reposait sur une alliance avec les grands propriétaires ruraux et réussit, au début, à se gagner le soutien des masses populaires.

Il est nécessaire ici de s'arrêter brièvement sur le concept de "bourgeoisie nationale". Pour les camarades Lénine, Staline et Schnurov, parlant de la révolution kémaliste, le terme de "bourgeoisie nationale" signifiait simplement la bourgeoisie qui était turque. La distinction entre bourgeoisie nationale et bourgeoisie compradore n'existait pas à l'époque ; elle ne sera opérée que plus tard, par Mao. Ainsi, lorsque tant Schnurov que Lénine ou Staline parlent de "révolution nationale bourgeoise" pour la révolution kémaliste, ils veulent dire par là "révolution de la bourgeoisie turque", et non "révolution de la bourgeoisie qui n'est pas compradore"...

Schnurov inclut ainsi les grands propriétaires et les usuriers dans cette "bourgeoisie" ; il parle de "révolution de la bourgeoisie nationale" en énumérant une par une ses composantes : marchands, grands propriétaires, usuriers, petit nombre d'industriels ; il n'opère donc de toute évidence pas cette distinction. De même, une formulation de Staline nous est parvenue citée par Mao, dans ["La Démocratie Nouvelle"](#) : *"La révolution kémaliste est une révolution de la couche supérieure de la bourgeoisie marchande, née de la lutte contre les impérialistes étrangers et, par essence, dirigée dans son développement ultérieur contre les ouvriers et les paysans et contre toute éventualité de révolution agraire"* ("Entretien avec les étudiants de l'Université Sun Yat-sen").

La "couche supérieure" en question était ni plus ni moins que la grande bourgeoisie turque compradore qui s'était développée au sein du Comité Union et Progrès (Jeunes-Turcs) et faite la serviteure de l'Allemagne impérialiste avant de se rapprocher, après la défaite de celle-ci, des impérialistes français et britanniques.

Nous savons en effet que la bourgeoisie turque s'est d'abord organisée dans ce Comité et, aux côtés d'officiers et de quelques aristocrates, a dirigé la révolution jeune-turque de 1908. Puis, après que le Comité Union et Progrès soit parvenu au pouvoir, devant la conjoncture internationale le problème persistant du caractère semi-colonial de la Turquie, elle est entrée en collaboration avec l'impérialisme allemand.

Mais tandis que d'un côté une partie de cette bourgeoisie prospérait, de l'autre, l'ancienne bourgeoisie compradore constituée des minorités nationales [en particulier chrétiennes : Grecs, Arméniens etc.], et qui existait depuis l'époque du sultan Abdul Hamit, maintenait sa présence. [NdT : c'est précisément cette contradiction qui mènera aux grands massacres contre ces minorités - Arméniens, Grecs, chrétiens d'Orient dits assyriens...]

Le Comité Union et Progrès représentait les intérêts de la première, et en tant que loyal valet de l'impérialisme allemand, était devenu l'ennemi juré de tous les travailleurs et exploités. Cette aile compradore de la grande bourgeoisie turque devint fabuleusement riche durant la Première Guerre mondiale par le commerce de véhicules militaires, le monopole du rail et les profits engrangés sur tous les biens de première nécessité. Un capital considérable fut ainsi accumulé. Puis, avec l'effondrement de l'Allemagne et la menace qui en découlait pour leur domination, elle commença à se rapprocher des vainqueurs alliés.

C'est cette grande bourgeoisie compradore qui constituait la *couche supérieure de la bourgeoisie marchande* dont parlait Staline. Le camarade Schurnov, dans son ouvrage, pointe le fait que cette bourgeoisie turque a dû participer à la Guerre de Libération Nationale (et de fait, la diriger) "*bien qu'elle ne soit pas révolutionnaire*". Dans les pays arriérés et dominés, la bourgeoisie qui n'est pas compradore, c'est à dire la bourgeoisie *nationale*, a un caractère révolutionnaire. La classe qui n'est pas révolutionnaire est la bourgeoisie compradore, aux intérêts unis à ceux de l'impérialisme.

Schurnov ajoute encore que "*la petite aristocratie féodale est aussi l'agent de grandes firmes commerciales qui achètent des produits agricoles en gros*". C'est un fait connu qu'à cette époque, les "grandes firmes commerciales" étaient très largement aux mains de capitaux impérialistes étrangers.

Tout ceci concourt à démontrer que la direction de la Guerre de Libération Nationale était bien aux mains de la grande bourgeoisie compradore, des grands propriétaires et usuriers turcs précédemment représentés par le Comité Union et Progrès ; et ce dès le commencement. Le camarade Schurnov a expliqué les raisons ayant conduit ces classes à se retrouver à la direction de cette guerre.

Il faut bien souligner le fait, que la bourgeoisie moyenne (à caractère national) qui n'avait pas prospéré avait néanmoins maintenu son existence sous le CUP. Elle a bien évidemment joué un rôle primordial dans la Guerre de Libération. Mais, alors que nous pensions précédemment qu'elle avait *dirigé* cette guerre, à présent, à la lumière des camarades Schurnov et Staline, un examen plus attentif des faits nous a convaincu que cette vue était

erronée. La bourgeoisie moyenne à caractère national a joué un rôle essentiel dans la Guerre de Libération, mais ne l'a pas dirigée.

2. Les kémalistes, même pendant la Guerre de Libération, étaient engagés dans la collaboration avec les impérialistes.

Dès que les impérialistes français, anglais ou d'autres pays se montraient prêts à faire des concessions, les kémalistes s'empressaient de conclure des accords avec eux.

"La plus grande peur des kémalistes était celle-ci : que si la guerre se poursuivait trop longtemps, les masses exploitées ne se contentent plus de lutter contre les exploités étrangers, et commencent à le faire contre leurs propres exploités nationaux" ; nous dit Schurnov.

Tandis que Staline pouvait écrire en novembre 1920 ce qui suit : *"La défaite de l'Arménie face aux kémalistes, avec une Entente (franco-anglaise) demeurant absolument 'neutre', les rumeurs de rétrocession de la Thrace et de Smyrne à la Turquie, ou encore de négociations entre les kémalistes et le sultan qui est un agent connu de l'Entente (etc. etc.) ; tout ceci tend à montrer que l'Entente se rapproche sérieusement des kémalistes, que ceci sont sans doute en train d'effectuer un certain virage à droite. Comment et où se rapprochement se terminera ; et jusqu'où mènera ce virage à droite ; est difficile à dire. Mais une chose est sûre, c'est que la lutte des colonies pour leur émancipation, déjà en cours depuis plusieurs années, va encore s'intensifier envers et contre tout ; que la Russie soviétique la soutiendra par tous les moyens à sa disposition ; et que cette lutte sera victorieuse avec les kémalistes s'ils choisissent de ne pas la trahir, ou sans eux s'ils préfèrent atterrir dans le camp de l'Entente."*

Les kémalistes n'ont donc pas ouvertement rejoint, au début, les rangs de l'Entente ; mais ils n'ont pas négligé pour autant de collaborer avec elle contre l'URSS à l'extérieur, et contre les communistes, les travailleurs et exploités à l'intérieur. Kemal et son gouvernement ont poursuivi une politique hypocrite à l'encontre de l'URSS : tout en l'encensant de compliments afin d'obtenir de l'aide de sa part, ils recherchaient de l'autre côté tous les accords secrets possibles avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Ainsi, deux mois après avoir adressé une demande d'aide à l'Union Soviétique, le dirigeant communiste Mustafa Suphi et 14 de ses camarades étaient brutalement assassinés ; et une campagne contre les communistes était lancée en Anatolie. Les kémalistes bourgeois avaient en effet calculé que s'ils se présentaient à la conférence de Londres du 23 février 1921 en ayant massacré les communistes, ceci leur attirerait les faveurs des impérialistes européens en vue de revenir sur les terribles dispositions du Traité de Sèvres [qui dépeçait complètement le territoire de l'actuelle Turquie - NdT]. Bekir Sami, à la tête de la délégation à cette conférence, tenta encore de chercher un meilleur terrain d'entente en affirmant que la Turquie rejoindrait le bloc anti-soviétique ; et tandis qu'elle se tenait, le gouvernement kémaliste demandait à l'Union Soviétique de se retirer d'Artvin et d'Ardahan, et tentait d'occuper Batum.

Mais malgré tous ces efforts pour leur complaire, les Européens restèrent fermes et refusèrent de revenir sur le Traité de Sèvres ; et les kémalistes furent alors obligés de se tourner une nouvelle fois vers l'URSS.

À peine, cependant, eurent-ils fini de [rejeter dehors les troupes grecques](#), les kémalistes réintroduisirent l'interdiction des communistes. L'*Izvestia* du 14 novembre 1922 rapportait ainsi que *"le gouvernement kémaliste cherche à se gagner les faveurs des pays impérialistes en poursuivant les communistes"*.

Les kémalistes étaient donc entrés en collaboration avec les impérialistes européens alors même que la Guerre de Libération se poursuivait ; et non, comme le prétendent les révisionnistes de Shafak, seulement après la mort d'Atatürk (1938).

La Guerre de Libération prit ainsi fin au terme de quatre petites années. Les révisionnistes de Shafak parlent d'une "guerre longue et meurtrière", mais comparée aux révolutions chinoise ou vietnamienne, elle fut en réalité assez brève ; et nul ne peut nier que les sentiments favorables des Alliés impérialistes à l'égard de la bourgeoisie kémaliste jouèrent un rôle important dans ce fait.

3. Par la Guerre de Libération, les territoires occupés et colonisés ont été libérés, le sultanat aboli, mais la structure semi-coloniale semi-féodale est restée en place.

La révolution kémaliste libéra les territoires occupés, abolit le sultanat et mit fin à certains privilèges accordés aux pays impérialistes (par exemple, des taxes et droits de douane plus élevés furent appliqués aux marchandises importées de l'étranger, et les droits préférentiels pour les capitaux impérialistes furent abolis).

Pour autant, la Turquie demeura un pays semi-colonial. Toujours d'après Schnurov : *"Les chemins de fer, les usines et les mines restèrent entre des mains étrangères ; et les grandes banques et compagnies européennes, jusqu'à ce jour (c'est à dire, 1929), travaillent comme elles le souhaitent dans le pays"*.

Le remboursement de vieux prêts fut accepté sous la pression des impérialistes. Les étrangers se virent garantir la liberté sur le marché : *"il est vrai que les étrangers n'ont plus désormais de droits supérieurs, spéciaux par rapport à ceux des citoyens turcs ; mais c'est là une égalité entre inégaux... Comment le puissant capital européen pourrait-il être l'égal du capital turc ? Il ne peut naturellement être question de la moindre égalité. De nouvelles installations ont été mises en place à la fois par des capitaux turcs et étrangers." (...)* *"Les plus grands capitalistes en Turquie sont étrangers. En dehors de ce qui concerne les mines, la majeure partie des chemins de fer et des usines transformant des produits agricoles sont entre des mains étrangères. 1,1 milliard de francs ont été investis dans l'économie turque. De ce total, 450 millions de francs sont allemands, 350 millions français, 200 millions britanniques et 100 millions d'autres pays."* (p. 72-73)

Schnurov affirme également, un peu avant dans l'ouvrage, que la Turquie est une semi-colonie : *"La Turquie est un pays sous-développé, semi-colonial. Les capitalistes français, anglais, allemands s'y assurent des fortunes sur le dos des ouvriers et des paysans."* (p. 57)

Ainsi, tant les Jeunes-Turcs (Comité Union et Progrès) que les kémalistes sont parvenus au pouvoir hissés sur le dos des classes exploitées. Mais les uns comme les autres, ont maintenu la structure semi-coloniale de la Turquie intacte.

Tandis que les Jeunes-Turcs avaient maintenu l'institution du sultanat, les kémalistes l'ont abolie et ont libéré les territoires occupés, c'est à dire colonisés par les vainqueurs de 1918.

Ce faisant, l'ordre colonial, semi-colonial et semi-féodal qui prévalait en Turquie est devenu un ordre simplement semi-colonial semi-féodal.

4. Après la Guerre de Libération, la domination d'un secteur de la grande bourgeoisie compradore et des propriétaires terriens a été remplacée par celle d'un autre.

Nous avons montré comment la bourgeoisie kémaliste était entrée en collaboration avec l'Entente impérialiste au cours même des années de conflit. De même que son alliance avec les grands propriétaires terriens, ceci a été réalité dès le début de la guerre, conduite comme on l'a vu avec Schnurov par *"la bourgeoisie marchande, les grands propriétaires, des usuriers et des industriels"*.

Parmi ces forces, la dominante était la bourgeoisie marchande compradore turque. Cette alliance remplaça, comme classe compradore, l'ancienne bourgeoisie marchande issue des minorités nationales (Arméniens, Grecs...).

Schnurov le constate lui aussi : *"Le capital possédant les nouvelles installations, est en partie issu de la saisie d'entreprises grecques ou arméniennes dont les propriétaires ont fui le pays. De nombreux parlementaires et politiciens kémalistes ont également mis à profit leurs positions de pouvoir pour mettre la main sur de tels biens."*

Il ressort également de nos investigations, qu'un processus similaire s'est déroulé dans le domaine de la propriété terrienne, c'est à dire qu'une couche de grands propriétaires a pu se constituer en s'emparant de terres abandonnées par des propriétaires grecs ou arméniens.

Ainsi, la domination de l'ancienne bourgeoisie compradore issue des minorités a été remplacée par celle d'une nouvelle ("ethniquement" turque). Bien entendu, une part significative des anciens grands propriétaires a également pu conserver ses positions. De même qu'une part de la nouvelle bourgeoisie kémaliste s'installant au pouvoir, avait déjà depuis bien longtemps une nature compradore, comme nous l'avons montré ; tandis que la nature compradore d'une autre partie de cette nouvelle bourgeoisie se fit jour immédiatement après la Guerre de Libération, et s'accrût ensuite graduellement.

La collaboration avec l'impérialisme, qui avait commencé dans l'ombre durant les années de guerre, se poursuivit et développa dans la sphère économique après celle-ci et fut, par la structure semi-coloniale demeurée en place, rendue toujours plus inévitable. Ce n'est en effet pas une question de sournoises intentions de la bourgeoisie turque ; mais d'ordre naturel des choses : la bourgeoisie turque veut être prospère, mais son capital est restreint, tandis que celui de la bourgeoisie impérialiste occidentale est large et abondant ; dès lors, tenter de rivaliser ne peut qu'être fatal, et la voie la plus profitable et avantageuse est de *coopérer* avec elle pour tenter d'en retirer une part intéressante de bénéfice.

C'est le chemin qu'a donc pris la bourgeoisie turque, exploitant et écrasant sans merci les classes laborieuses en vue d'accroître son capital et maintenir son existence. C'est ce que Schnurov veut dire par *"de nombreux kémalistes sont devenus des partenaires de diverses*

compagnies étrangères, et celles-ci bénéficient aussi de contacts étroits au sein du gouvernement."

5. Après la Guerre de Libération, la grande bourgeoisie compradore et les grands propriétaires étaient divisés en deux camps politiques ; et la dictature kémaliste représentait les intérêts de l'un de ces deux camps.

Au cours de cette période, ces deux camps principaux au sein des classes dominantes étaient constitués des éléments suivants :

- D'un côté la nouvelle grande bourgeoisie turque, qui allait en accroissant sa collaboration avec l'impérialisme ; flanquée d'une partie de l'ancienne bourgeoisie compradore, une partie des grands propriétaires et notables ruraux, et la couche supérieure la plus privilégiée des fonctionnaires publics et des intellectuels.

- De l'autre, une autre partie de la grande bourgeoisie compradore, des grands propriétaires et notables agraires ; associés aux notables religieux qui avaient été les principaux propagandistes du sultanat et de la féodalité, et des résidus de la classe des oulémas.

Il ne s'agit pas ici de déterminer quels grands propriétaires faisaient partie de l'un ou l'autre camp ; ceci devrait faire l'objet d'une étude séparée et détaillée, et n'a en réalité que peu d'importance pour le sujet qui nous occupe présentement.

Ce qui importe est cette réalité que, si certains grands propriétaires étaient devenus des partenaires du nouveau régime kémaliste, et y exerçaient une certaine influence, d'autres lui étaient résolument opposés.

Par exemple, les grands propriétaires et chefs tribaux kurdes en Anatolie orientale appartenaient généralement au second camp [[insurrection kurde, religieuse et monarchiste, de Cheikh Saïd en 1925](#)]. Ils devaient donc, par la suite, soutenir plutôt le Parti "démocrate" (DP) et le Parti de la Justice (AP) contre le Parti "républicain du peuple" kémaliste (CHP).

Mais, comme nous l'avons expliqué, certains grands propriétaires étaient au contraire dans le gouvernement kémaliste depuis l'origine, et y avaient leur mot à dire et une certaine influence.

Le CHP était le parti du premier camp, et trouvait son origine dans les Associations de Défense créées au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la défaite germano-ottomane. Mais sous le régime de parti unique instauré dans un premier temps (jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale), c'était également dans ses rangs que se trouvaient les chefs de file du second camp : la lutte politique entre les deux camps prenait de fait essentiellement la forme d'une lutte interne au parti. Il n'existait que quelques petits partis du second camp, éphémères, en dehors du grand parti unique ; tels que le Terakkiverver Firka (Parti républicain progressiste, fondé en octobre 1924 mais dissous 8 mois plus tard après la révolte kurde), ou le Serbest Firka (fondé en 1930 dans le cadre d'une première tentative d'élections pluralistes, qui seront annulée – et le parti dissous – suite à son succès...).

C'est avec l'avènement du multipartisme, en 1946, qu'une multitude de partis émergea du CHP, dans lequel étaient présents jusque-là tous les secteurs de toutes les classes dominantes ; parmi ceux-ci le DP puis l'AP deviendront *essentiellement* les représentants du second camp ; nous disons "essentiellement" car de fait, de nombreux conflits d'intérêts et changements de situations conduisaient fréquemment à des passages d'un camp à l'autre, sur lesquels il n'est pas possible de s'attarder en détail.

[Concernant ce clivage entre deux camps bourgeois et propriétaires terriens, que Kaypakkaya semble quelque peu "peiner" à expliquer, sa *racine* la plus probable est sans aucun doute en réalité *géographique* : d'un côté les élites possédantes de la région Égée-Marmara-Détroits (Inönü d'Izmir-Smyrne), ou *muhacir* rapatriées des Balkans suite aux défaites de 1913 (c'était le cas de Kemal lui-même, né à Salonique, ou de la famille de Kenan Evren, le sanglant dictateur militaire fasciste des années 1980...), plus "européennes", occidentalisées, et se reconnaissant donc bien évidemment dans le projet républicain moderniste de Kemal ; de l'autre celles plus "asiatiques"/"orientales" des régions plus "reculées" d'Anatolie profonde (y compris Kurdistan, où les Kurdes plus ou moins turquisés de cette idéologie "second camp", et aujourd'hui AKP ne sont pas peu nombreux...), de la Chaîne pontique et de la Mer Noire (région d'Erbakan et de la famille d'Erdogan), etc. ; un clivage, tel que couramment dénommé dans le langage populaire, entre une Turquie "blanche" (*beyaz türkler*) et une Turquie "noire" (*karatürkler*)...

À partir de là, pour ce qui est de la *moyenne bourgeoisie à caractère national*, la logique suit son cours : le dépeçage orchestré par le Traité de Sèvres affectait *toutes ces régions* (annexions grecques et italiennes à l'Ouest, projet de Grande Arménie et d'État kurde à l'Est), avec le concours des anciennes élites ottomanes qui avaient capitulé ; assurant donc ainsi, dans tout le pays et pour deux bonnes décennies, un "bloc" assez solide de cette classe avec le kémalisme républicain qui avait "chassé l'envahisseur" ; *puis*, devant le caractère de plus en plus manifestement *beyaz* du régime, tendance de la moyenne bourgeoisie nationale de l'*hinterland* anatolien (principalement) à se tourner vers le projet "démocrate" ; *puis* devant la gouvernance oligarchique et antipopulaire de Menderes, retour en force des kémalistes appuyés sur la moyenne bourgeoisie nationale principalement égéenne-stambouliote ; enfin, suite à cela, tendance à l'évolution de cette dernière vers "la gauche" (y compris prétendument "socialiste" voire "marxiste", aujourd'hui HDP à moins d'assumer des formations ouvertement social-nationalistes comme celle des anciens Shafak) tandis que celle de l'intérieur (sauf chez la minorité *alévie*, fermement kémaliste ou de "gauche") suivait de plus en plus le mouvement islamiste d'Erbakan, aujourd'hui AKP d'Erdogan.]

Le gouvernement kémaliste qui n'était pas, donc, un gouvernement national bourgeois indépendant ; mais un gouvernement de compradors, grands propriétaires et élites bureaucratiques et intellectuels semi-dépendants de l'impérialisme ; en venait par conséquent dans une certaine mesure à écraser la bourgeoisie moyenne à caractère national, qui ne collaborait pas avec l'impérialisme. La contradiction entre la grande bourgeoisie compradore, représentée par le gouvernement kémaliste, et cette moyenne bourgeoisie, devint avec le temps aigüe et excessivement claire.

On l'a vu, sous la nouvelle République kémaliste comme déjà sous le régime d'Union et Progrès, une partie de la bourgeoisie moyenne qui avait soutenu ces "révolutions" avait su profiter du pouvoir étatique conquis par elles comme d'un levier pour s'enrichir, créer des monopoles d'État, entrer en collaboration avec des investisseurs impérialistes, ou encore s'emparer des propriétés d'Arméniens ou de Grecs assassinés ou ayant fui le pays : elle s'était donc, dès lors, *séparée* du reste de la bourgeoisie moyenne ayant conservé un caractère national. Ces ruptures et transformations devinrent petit à petit toujours plus apparentes.

Un secteur de la grande bourgeoisie issue du Comité Union et Progrès, et ces nouveaux éléments compradors étaient les forces dominantes du gouvernement kémaliste ; les plus hauts échelons ayant des intérêts pour ainsi dire identiques à ceux des impérialistes européens avec lesquels ils entrèrent donc en collaboration.

Tout comme en Chine où, après la Révolution de 1924-27, le pouvoir était passé aux mains des compradors et des grands propriétaires fonciers ; la même chose avait eu lieu en Turquie.

C'est ce qu'exprimait, sous une forme un peu différente, le camarade Staline en disant que : *"La révolution kémaliste est une révolution de la couche supérieure de la bourgeoisie marchande, née de la lutte contre les impérialistes étrangers et, par essence, dirigée dans son développement ultérieur contre les ouvriers et les paysans et contre toute éventualité de révolution agraire"*.

Ce sur quoi nous voulons insister est ceci : le gouvernement kémaliste ne représentait pas les intérêts d'une bourgeoisie moyenne à caractère national, mais d'une bourgeoisie compradore issue de secteurs de cette bourgeoisie moyenne qui s'étaient enrichis sous les Jeunes-Turcs, durant le conflit mondial etc. ; les secteurs qui n'avaient pas connu ce développement, se rangeant sous son aile contre les ouvriers et les paysans exactement comme la moyenne bourgeoisie chinoise l'avait fait au sein du Kuomintang dans les années 1920 ; et *dès lors*, les contradictions qu'il a été possible d'observer depuis cette époque au sommet de l'État n'étaient *pas* des contradictions entre bourgeoisie compradore et grands propriétaires d'un côté, bourgeoisie moyenne à caractère national de l'autre ; *mais bien* entre deux ailes de la grande bourgeoisie compradore et de la grande propriété terrienne, entraînant toutes deux derrière elles des éléments de la moyenne et petite bourgeoisie comme force secondaire, d'appoint.

Comprendre ceci est absolument essentiel pour comprendre la Turquie d'hier comme d'aujourd'hui.

La seule et unique chose qui a, de fait, donné au régime kémaliste une *apparence* "progressiste" est qu'il a précisément réussi à entraîner derrière lui une partie de la moyenne bourgeoisie à caractère national, qui n'était toutefois pas la force dominante dans le parti.

Le régime kémaliste n'était pas, comme ont pu le clamer hier et encore aujourd'hui les révisionnistes du TIP, TKP (Parti communiste "historique"), Shafak et autres (Avcioglu, Kivilcimli), un gouvernement "révolutionnaire et progressiste". Considérer une alliance avec lui, signifiait se réfugier dans les bras de la contre-révolution ; car il était la contre-révolution.

Les révisionnistes craignaient comme contre-révolution le renversement de l'ordre républicain, le rétablissement du sultanat etc. Mais ceci était un épouvantail qui n'aurait en réalité convenu ni aux jeunes secteurs de la bourgeoisie turque, ni même aux plus anciens. Dans le monde d'aujourd'hui, il est devenu rare pour ne pas dire impensable que soit restaurée une couronne renversée. Les régimes monarchiques correspondent de moins en moins aux intérêts des classes dominantes.

La contre-révolution, déjà à l'époque comme de nos jours, ne peut pour ainsi dire *plus* prendre la forme que du fascisme sous un masque "démocratique-républicain". Et c'est ce qui s'est effectivement produit.

6. La dictature kémaliste est une dictature militaire fasciste contre les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois urbains, les couches inférieures des employés publics et les intellectuels démocrates.

[Nous ne traduirons ici qu'une partie de la longue énumération de citations de Schurnov, qui concourent à démontrer le caractère fasciste du régime du Mustafa Kemal]

Schurnov : *"En dépit des apparences d'un système démocratique (Parlement élu etc.), l'ordre établi en Turquie à ce jour (1929) est dans son essence une dictature éloignée de toute forme de démocratie"...* en d'autres mots, un régime fasciste.

"Il n'y a pas de parti autorisé en dehors du parti dirigeant (CHP). Même le Parti social-démocrate est interdit. La presse est étroitement contrôlée, et même un article pas encore publié peut valoir à un journal la fermeture. Les syndicats sont systématiquement interdits, et les associations autorisées doivent se limiter à des œuvres de charité et opérer sous le strict contrôle de l'État."

"Les kémalistes, comme les Jeunes-Turcs avant eux, ont eu dans un premier temps besoin du soutien des masses laborieuses, et ne pouvaient pas à ce stade empêcher des organisations de travailleurs de se former. Mais dès qu'ils eurent signé la paix avec les impérialistes, ils n'avaient plus besoin de ce soutien ; et devaient au contraire empêcher le conflit de classe de grandir, un conflit qui était au bord de devenir une guerre ouverte contre tous les capitalistes et les exploiters, tant étrangers qu'autochtones."

"Les kémalistes ont pourchassé le Parti communiste et le mouvement ouvrier. Beaucoup de ses militants les plus connus, comme Mustafa Suphi, ont été brutalement assassinés ; d'autres ont été poursuivis et emprisonnés. En 1923, l'Association Internationale des Travailleurs d'Istanbul a été fermée, sous le prétexte d'une distribution de tracts pour le 1er Mai. Les dirigeants ont été emprisonnés. Et désormais, comme les Jeunes-Turcs avant eux, les kémalistes utilisent leurs propres 'syndicats' bourgeois contre les véritables organisations de travailleurs."

Suite à ces événements, le Conseil d'Administration du Profintern (Internationale syndicale rouge) a rendu publique la déclaration suivante (extraits) :

"Le gouvernement du Parti populaire (kémaliste) essaye depuis longtemps de s'emparer de l'action syndicale pour la transformer en organisations fascistes." (...) "La Turquie est l'un des pays au monde les plus brutaux dans son traitement des travailleurs."

Plus tard, au 3^e Congrès du Profintern : *"Après la révolte kurde de 1925, la loi martiale a été proclamée pour deux ans et des 'tribunaux de la liberté' établis. Sous ce prétexte, les ouvriers, les paysans et les masses laborieuses en général ont été soumises à une sévère répression. Des dirigeants d'organisations ouvrières, et rédacteurs de journaux rouges ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 10 ou 15 ans d'emprisonnement. L'histoire se répète : les Jeunes-Turcs en avaient fait de même après leur révolution, et que sont-ils devenus ? Des instruments dociles aux mains de l'impérialisme allemand."*

Le gouvernement AP (Parti de la 'Justice' de Suleyman Demirel) du fasciste Erim ne mène-t-il pas aujourd'hui exactement la même politique ; interdisant les grèves et fermant des journaux ?

Le régime kémaliste a toujours, systématiquement pris le parti des grands propriétaires, usuriers et marchands ; ainsi que dans une large mesure des capitalistes étrangers, comme dans l'affaire de la grève (août 1927) du chemin de fer Adana-Nusaybin, détenu par des capitaux français ; contre les travailleurs, ouvriers et paysans, ainsi que les plus bas secteurs des employés publics et des travailleurs intellectuels.

7. Le régime kémaliste a écrasé les nationalités minoritaires, en particulier la Nation kurde, avec une politique d'oppression nationale impitoyable, perpétrant massacres et répandant le chauvinisme turc le plus fanatique.

Le régime kémaliste a écrasé les droits des nationalités minoritaires, en particulier les Kurdes. Il a procédé à leur turquisation forcée ; interdit leurs langues.

Il a écrasé les rébellions kurdes qui éclataient de temps à autre, s'appuyant éventuellement sur des notables féodaux kurdes. Il massacrait alors par milliers hommes, femmes, enfants et vieillards et rendait la vie impossible aux Kurdes par la proclamation de "zones interdites" et autre loi martiale. Suite à la rébellion de [Dersim](#), en 1937-38, ce sont plus de 60 000 paysans kurdes qui ont été massacrés.

Au Traité de Lausanne (1923), le droit des Kurdes à l'autodétermination fut purement et simplement enterré par les puissances impérialistes. Celles-ci, main dans la main avec les kémalistes, ignorèrent superbement le point de vue et les souhaits de la Nation kurde en divisant le Kurdistan entre plusieurs États.

À partir de là, le régime kémaliste développa le chauvinisme turc le plus échevelé. Il réécrivit littéralement l'histoire ; mettant en avant les théories racistes et fascistes des Turcs origine de toutes les nations, la théorie de la "langue-soleil" selon laquelle toutes les langues de la planète dériveraient de l'ancien turc ; et les slogans chauvins du type "un Turc vaut le monde" ou "heureux celui qui peut dire qu'il est turc" furent imposés dans le moindre recoin du pays, écoles, administrations etc.

De cette manière, il sema les graines de l'animosité et de la haine entre les travailleurs et les exploités de différentes nationalités, sabotant leur solidarité et leur unité. Il cherchait de cette manière à utiliser les travailleurs turcs comme un instrument de sa politique chauvine.

La ligne du régime kémaliste sur les questions nationales a donc été un profond et violent chauvinisme de nation dominante [Ndt : certes dominée par l'impérialisme, mais dominante

dans son "espace" étatique] ; et ceci comme chacun le sait est une caractéristique du fascisme.

8. Les kémalistes ont féroce­ment exploité les masses populaires, établissant des monopoles économiques d'État et éliminant la concurrence à un large degré. Le gouvernement pour le compte de ces monopoles est lui-même devenu un entrepreneur ; et ces positions monopolistiques combinées avec des positions dans l'appareil de gouvernement ont donné à la bourgeoisie un caractère bureaucratique.

Les kémalistes, après s'être emparés de la totalité du pouvoir d'État, utilisèrent ce pouvoir pour s'enrichir autant que possible.

Schurnov : *"Le gouvernement, ayant établi une série de monopoles commerciaux (tabac, paraffine, sucre, allumettes, sel, carburants, cartes à jouer, ports etc. etc.), augmente à présent constamment les taxes sur les marchandises commercialisées. Un journaliste de premier plan a pu dire que le mot 'monopole', pour les Turcs, est synonyme de vol en bande organisée. Le journal allemand Berkwerk Zeitung a exposé dans son édition du 25 septembre 1927 ce que ce vol organisé par la politique monopoliste signifiait, et les niveaux terrifiants de taxation atteints. Le prix de gros d'un litre de paraffine est ainsi de 4,5 kuruş (centimes de la livre turque), tandis que son prix de vente au consommateur final était de 16,5 kuruş, quatre fois plus élevé ! Le prix du pétrole passe lui de 7 à 11,5 kuruş, et celui du sucre augmente de moitié."*

"Ces taxes sur la distribution monopolisée représentaient les trois cinquièmes (60%) des revenus de l'État en 1927-28 ; et les marchands et autres capitalistes n'en sont guère affectés, puisqu'elles sont avant tout payées par le consommateur final dans le prix d'achat. Les travailleurs en supportent donc tout le poids, dans la mesure où la quasi-totalité de leur budget est destiné à l'achat de nourriture et autres biens de première nécessité."

"Le gouvernement kémaliste protège les propriétaires d'usines et autres installations, car la bourgeoisie kémaliste investit son capital dans l'industrie en développement rapide. Beaucoup d'entreprises ont été créées avec de l'argent des banques gouvernementales ; de fait les capitaux de la plupart ne peuvent être considérés que partiellement privés. La plus grande partie de ces capitaux sont fournis par le gouvernement, du fait qu'il n'existe pas beaucoup de capital entre des mains turques privées."

"Au travers de ces monopoles, l'État est donc devenu lui-même un entrepreneur et un marchand. Le réseau ferroviaire est ainsi construit à la fois par la trésorerie publique et par des investisseurs étrangers, auxquels le gouvernement se charge de fournir de bonnes conditions de travail au détriment de celles des ouvriers."

[NdT : Nous avons là, en réalité, une splendide illustration de ce qu'est le CAPITALISME BUREAUCRATIQUE (sous une forme, ici, particulièrement "étatiste-dirigiste") ; propre aux pays dominés semi-coloniaux semi-féodaux dans lesquels à partir (grosso modo) de la Première Guerre mondiale il sera "induit", "impulsé" par l'impérialisme au service de ses intérêts, dans une entreprise de "modernisation" de sa domination ; et main dans la main, certes parfois avec des monarques "modernisateurs" (shah d'Iran, rois d'Arabie saoudite et monarchies arabes en

général), mais aussi et même le plus souvent avec des "révolutionnaires" bourgeois n'ayant opéré qu'une rupture *partielle* avec l'impérialisme, ou un simple passage d'un statut colonial à semi-colonial... C'est, notamment, la nature *réelle* de tous ces régimes "laïcs", "progressistes" ou "socialistes" arabes tant encensés (contre "l'obscurantiiiiisme") par les gauchistes occidentaux à deux francs six sous ; montrant bien combien ceux-ci sont des révisionnistes...]

Il n'est donc nulle part question, contrairement au point de vue des révisionnistes, de "créer une bourgeoisie nationale avec l'aide de l'État". Il est, bel et bien, question d'utiliser tous les moyens offerts par l'État pour développer et enrichir la bourgeoisie kémaliste. Les monopoles d'État servent ce but : en les créant, et en les utilisant à son service, la bourgeoisie kémaliste a pu éliminer énormément de concurrence tout en exploitant impitoyablement les ouvriers et les paysans pour réaliser de très hauts profits monopolistiques.

Dans le même temps, combiner ainsi, comme l'expose Schurnov, l'entrepreneuriat et l'appartenance à l'appareil d'État a conféré à la bourgeoisie turque un caractère particulièrement *bureaucratique*. Lorsque la grande crise mondiale de 1929 fit sentir ses effets en Turquie, le CHP s'orienta vers encore plus d'étatisme pour s'en protéger. Telle est l'essence de l'étatisme du CHP.

9. Quelle est l'essence de la lutte entre les deux camps compradors et propriétaires terriens au sujet de l'"étatisme" ou de la "libre entreprise", du "parti unique" ou du "multipartisme" ?

Nous avons donc vu que le premier camp, le camp kémaliste au pouvoir, avait pris le contrôle total de l'appareil d'État et développé des monopoles étatiques au service de ses intérêts, lui permettant avantageusement d'écraser la concurrence et de s'enrichir d'autant plus rapidement.

De son côté, le second camp, faible dans l'appareil d'État et donc incapable de l'utiliser en ce sens, et écrasé par les monopoles étatiques dans le champ entrepreneurial privé, tout en luttant pour prendre le contrôle de l'appareil et de ses leviers au service de ses intérêts, agitait la bannière de la "libre entreprise" contre l'"étatisme".

Cette lutte dans le champ économique, avait sa traduction dans le champ politique.

Le premier camp contrôlait l'État et son principal pilier, l'armée. Il maintenait sa domination par ce biais : le régime kémaliste était profondément une dictature militaire. Le second camp, tout en cherchant à prendre à son tour le contrôle de cela, dès lors que son réel pouvoir venait des grands propriétaires terriens, des usuriers et des notables religieux, et du contrôle à travers eux des larges masses paysannes, prônait en conséquence le "multipartisme" et les "élections libres".

Il est bien certain qu'un parti prolétarien n'était pas prévu faire partie de ce "multipartisme". Ce que voulait le second camp au travers de ces "élections libres", c'était simplement forcer la population à faire un choix entre deux alliances réactionnaires. C'est ainsi que la lutte économique entre "étatisme" et "libre entreprise" se reflétait dans le champ politique.

Nous pouvons observer une lutte similaire aujourd'hui. Le Parti démocrate (DP), et son successeur le Parti de la Justice (AP), opèrent principalement en mobilisant les forces civiles conservatrices. Lorsque Demirel parle d'armer 200 000 hommes, il parle des organisations réactionnaires fomentées par les grands propriétaires, les usuriers et les notables religieux des régions rurales, recrutant dans les écoles religieuses ; tandis qu'en face de lui, la clique de bourgeois compradors et grands propriétaires qui domine le CHP utilise constamment l'armée comme menace contre l'AP.

Nous pouvons cependant constater, ces dernières années, que l'influence de l'AP dans l'armée a augmenté significativement. Néanmoins, tout en appelant d'un côté au maintien de la loi martiale, celui-ci continue d'appeler de l'autre à de nouvelles élections. Parce que, bien évidemment, l'AP veut le pouvoir pour lui tout seul ; et non pas parce qu'il serait antifasciste. Et les racines de ceci, on l'a vu, plongent loin dans le passé.

Nous devons toujours avoir le point suivant à l'esprit : aucune aile de la classe dominante n'est "étatiste" ou pour la "libre entreprise", pour un parti unique ou pour le multipartisme de manière éternelle et immuable. L'une et l'autre prôneront toujours ce qui sert leurs intérêts.

L'aile qui est au pouvoir sera toujours volontiers étatiste, puisqu'elle contrôle l'État ; tandis que l'autre sera pour la libre entreprise. Celle qui contrôle l'armée sera en faveur d'une dictature militaire, plus ou moins camouflée sous des formes "démocratiques" ; tandis que l'autre, appuyée sur des forces réactionnaires civiles, s'y opposera et prônera ce qui peut garantir son propre pouvoir.

Tel est le nœud de la question ; l'essence de cette lutte entre deux ailes de la classe dominante turque, qui se poursuit depuis fort longtemps.

Le "socialiste" qui prétendrait voir quelque "progressisme", ou pourquoi pas "révolution" dans le dirigisme étatique du CHP, est un imbécile et un aveugle qui semble ignorer que le nazisme d'Hitler lui-même était "étatiste" !

Il sera sans doute intéressant de s'arrêter ici un instant sur la façon dont est sorti à cette même époque (années 1960-70), de ce "second camp" "démocrate" "autre aile" de la grande bourgeoisie, le **mouvement "islamiste"** de Necmettin Erbakan ; pas du tout analysé (car alors insignifiant...) par Kaypakaya ; mais qui a bien grandi depuis et dirige aujourd'hui (depuis 2003) l'État turc en la personne mondialement connue de Recep Tayyip Erdogan :

"Le Parti de la Justice s'est constitué depuis sa création en 1961 sur une alliance de principe entre la petite bourgeoisie commerciale de province, les grands propriétaires terriens (très religieux) et la haute bourgeoisie capitaliste industrielle (plus occidentale) [NDLR parfois qualifiés de... "Turcs blancs" (beyaz türkler), par opposition aux (terme moins employé) "culs terreux" anatoliens "Turcs noirs" - kara türkler]. Le PJ, dirigé par l'équipe du Premier ministre Demirel, tient un discours ambigu sur la religion pour favoriser la domination de la haute bourgeoisie sur la bourgeoisie provinciale, et limiter les nombreux antagonismes qui les opposent.

Mais le développement du capitalisme accentue les inégalités existantes entre la grande bourgeoisie occidentalisée, qui s'accapare tous les bénéfices de la croissance, et la petite bourgeoisie religieuse qui s'appauvrit.

La bourgeoisie de province (liée aux grands propriétaires), qui s'oppose de plus en plus à la direction du PJ (accusée de défendre les intérêts des classes dominantes occidentalisées et anti-religieuses), trouve son porte-parole en la personne de Necmettin Erbakan.

Il milite depuis les années 1960 au sein de la section jeunesse du Parti et s'était déjà fait remarquer par ses discours religieux virulents contre la laïcité kémaliste et l'impérialisme des grands bourgeois.

La direction du PJ, pour mettre un terme au mouvement de sécession qui s'est entamé en son sein, fait élire en 1968 Erbakan (qui s'est fait le porte-parole de la petite bourgeoisie) au poste de secrétaire de la Chambre du commerce et de l'industrie. Le Premier ministre Demirel croit pouvoir manipuler Erbakan et ainsi contrôler le mécontentement de la petite bourgeoisie.

Mais Necmettin Erbakan refuse de se soumettre aux injonctions du PJ et commence à formuler de violents réquisitoires contre lui (et donc contre la grande bourgeoisie occidentalisée), ce qui lui permet d'asseoir sa popularité sur les classes populaires religieuses.

Ces antagonismes de classes au sein du parti provoquent une première scission du PJ en 1969, et donnent naissance au Parti démocratique (dirigé par le frère de l'ancien Premier ministre [Menderes](#)). Cette première rupture décide la grande bourgeoisie, qui contrôle le PJ, à démettre Necmettin Erbakan pour ne pas accentuer la division qui le mine.

Millî Görüş est la première grande organisation turque d'Europe. Fondée en 1971, à Braunschweig, à l'initiative de Necmettin Erbakan en tant qu'Union turque d'Allemagne, elle a pris son nom actuel en 1994. Le terme milli görüş signifie « vision nationale ». (...)

Expulsé par le Premier ministre Demirel du PJ, Erbakan fonde le 26 janvier 1970 sa première formation politique, le Milli Nizam Partisi (ou MNP, « Parti de l'Ordre National », membre du Milli Görüş). Cette nouvelle formation politique, créée au nom de la bourgeoisie provinciale, s'ouvre à l'ensemble de la classe moyenne en proie au désarroi devant l'évolution des mœurs et des valeurs de la société turque, et qui se sent exclue du développement économique que connaît le pays.

Le Parti de l'Ordre National prône un retour aux valeurs traditionnelles de l'ancien Empire ottoman (et de l'islam), couplé à un développement économique axé sur l'industrie lourde et exportatrice.

Son rejet catégorique des réformes kémalistes (dont la laïcité) fait remarquer le MNP par les forces de sécurité. Le [coup d'État de 1971 en Turquie](#) provoque sa dissolution par la Cour constitutionnelle le 20 mai 1971 pour atteinte au principe fondateur de la laïcité turque. Ses dirigeants restent cependant en liberté.

En 1973, Necmettin Erbakan fonde, en compagnie des anciens dirigeants du MNP, le Milli Selamet Partisi (ou MSP, « Parti du Salut National »). Le nouveau parti politique, bien que très proche des principes de l'ancien, reste très prudent à l'égard de l'idéologie islamiste et essaye de s'intégrer davantage au système politique parlementaire (pour limiter les risques de dissolution). Le PSN rationalise l'idéologie religieuse pour la diriger contre ses adversaires (le PJ et le PRP), et défend une société utopiste égalitaire et juste fondée sur les principes de l'islam.

Cette approche paie puisque le parti obtient 10 % des suffrages aux élections législatives de 1973 et s'intègre aux coalitions politiques du parlement. Erbakan est ainsi adjoint au Premier ministre lors de trois coalitions différentes de 1974 à 1978. En 1976, le jeune Recep Tayyip Erdoğan (futur président turc) adhère à l'organisation de jeunesse du Parti du Salut National.

À la suite du coup d'État du 12 septembre 1980 en Turquie, le PSN est une nouvelle fois dissous par la Cour constitutionnelle. Cette fois-ci, Erbakan est arrêté pour activités anti-laïques

(notamment pour une interview donnée au journal Milliyet en 1973, où il critiquait la réforme d'habillement d'Atatürk) et se voit signifier en 1982 une interdiction d'exercer des activités politiques pendant dix ans. Cette interdiction est levée en 1987 à la suite d'un référendum.

Mais la légitimation politique de l'idéologie islamiste par les militaires (synthèse turco-islamiste) provoque un important engouement pour l'islam populaire et les partis qui s'en réclament.

Le [Refah Partisi](#), créé en 1983 après le retrait de l'armée de la vie politique, profite de cette vague populaire islamique.

En 1987, Erbakan est élu président du Refah Partisi (ou RP, « Parti de la Prospérité »), sous les couleurs duquel il sera Premier ministre entre 1996 et 1997.

Il est partisan d'un grand marché commun islamique du Maroc à l'Indonésie et s'oppose à la politique kémaliste favorable à l'Europe et à l'Occident : « Nous ne sommes pas occidentaux, nous ne sommes pas européens ». Il qualifie alors l'Union européenne de groupe maçonnique. En 1989, dans la ville néerlandaise d'Arnhem, il tient un discours aux accents djihadistes qui fait scandale : « Les Européens sont malades... Nous leur donnerons les médicaments. L'Europe entière deviendra islamique. Nous conquerrons Rome. »

Le 30 juin 1997, il démissionne sous la pression des militaires ; le RP est alors interdit et Erbakan se voit signifier une nouvelle interdiction de son activité politique pour deux ans et quatre mois de prison pour incitation à la haine raciale et religieuse. Fin 1997, alors que le gouvernement tranche sur la suppression du parti d'Erbakan, le Refah, déjà des structures alternatives se mettent en place et Recep Tayyip Erdoğan, futur président du pays, en émerge comme nouveau leader."

10. La Turquie kémaliste, devenant toujours plus une semi-colonie et un élément du monde réactionnaire impérialiste, a dû finir par se jeter dans les bras des impérialistes français et anglais.

Laissons la parole à Mao lui-même :

"La Turquie kémaliste a finalement été contrainte de se jeter dans les bras de l'impérialisme anglo-français, devenant de plus en plus une semi-colonie, un élément du monde réactionnaire impérialiste. Dans la situation internationale d'aujourd'hui, tout "héros", dans les colonies et semi-colonies, doit se ranger ou bien du côté du front impérialiste, et faire alors partie des forces de la contre-révolution mondiale ; ou bien du côté du front anti-impérialiste, et faire alors partie des forces de la révolution mondiale. Il doit choisir l'une de ces deux voies, car il n'en existe pas une troisième." ("La Démocratie Nouvelle")

Nous avons démontré précédemment, au travers des citations de Schurnov, que même durant les années de la Guerre de Libération les kémalistes étaient de manière dissimulée dans le camp de l'impérialisme ; et sont ensuite devenus ouvertement une force contre-révolutionnaire.

De même que les dirigeants du Comité Union et Progrès avaient fini par devenir des instruments dociles de l'impérialisme allemand, les kémalistes sont eux aussi devenus des instruments dociles de l'impérialisme franco-britannique ; puis, à partir d'un virage vers le milieu des années 1930, une nouvelle fois de l'Allemagne... nazie cette fois.

Tel est, en bref, l'origine, le développement et la nature même du kémalisme.

EN SYNTHÈSE :

1. La révolution kémaliste a été une révolution de la couche supérieure de la bourgeoisie marchande turque, des propriétaires terriens, des usuriers et de la (numériquement plus faible) bourgeoisie industrielle existante.

C'est-à-dire que les classes dirigeantes de la révolution étaient la grande bourgeoisie compradore turque et les propriétaires terriens. La bourgeoisie moyenne avec un caractère national a participé à la révolution comme troupes, mais pas en tant que force dirigeante.

2. Les chefs de la révolution ont commencé dès les années de la guerre anti-impérialiste (1919-22) à travailler en sous-main avec l'impérialisme de l'Entente (les vainqueurs de la Première Guerre mondiale : France, Grande-Bretagne, États-Unis etc., que la dite "guerre d'indépendance" combattait en principe...).

Les impérialistes commencèrent à se montrer bienveillants vis-à-vis des kémalistes, et à consentir à l'idée d'un gouvernement dirigé par eux.

3. Après que les kémalistes eurent signé la paix avec les impérialistes, ils poursuivirent leur collaboration avec eux de manière plus étroite.

4. Le mouvement kémaliste est un mouvement dirigé *par essence* contre les ouvriers, les paysans et la possibilité d'une révolution agraire.

5. Comme résultat du mouvement kémaliste, la structure coloniale, semi-coloniale et semi-féodale de la Turquie se modifia en une structure "seulement" semi-coloniale et semi-féodale ; c'est-à-dire que la structure économique semi-coloniale et semi-féodale resta.

6. Sur le plan social, la nouvelle bourgeoisie turque issue de la bourgeoisie moyenne à caractère national entrée en collaboration avec l'impérialisme, d'une partie de l'ancienne bourgeoisie compradore et de la nouvelle bureaucratie, s'est substituée à l'ancienne bourgeoisie compradore qui appartenait aux minorités nationales, à l'ancienne bureaucratie et aux notables religieux, oulémas etc.

Une partie des grands propriétaires terriens, usuriers et négociants spéculateurs put maintenir sa domination, tandis qu'à la place de l'autre partie arrivèrent de nouveaux les remplaçant.

Les kémalistes n'ont JAMAIS dans leur intégralité représenté les intérêts de la bourgeoisie moyenne à caractère national ; mais bien de la grande bourgeoisie à caractère comprador.

7. Sur le plan politique, le gouvernement constitutionnel lié aux intérêts de la monarchie a été remplacé par le gouvernement qui portait au mieux les intérêts des nouvelles classes dominantes : la République bourgeoise. Ce gouvernement était en apparence indépendant, en réalité politiquement semi-dépendant de l'impérialisme.

8. Le régime kémaliste était démocratique en apparence, mais en réalité une dictature militaire fasciste.

9. « *La Turquie kémaliste ne pouvait plus s'empêcher de se jeter dans les bras des impérialistes allemands et français, de se transformer toujours plus en une semi-colonie, un élément du monde impérialiste réactionnaire.* » (Mao)

10. Dans les années qui suivirent la guerre de libération, la domination kémaliste était l'ennemi principal de la révolution.

Durant cette période, la tâche du mouvement communiste n'était pas de s'allier avec les kémalistes contre l'ancienne classe bourgeoise compradore et les propriétaires terriens qui avaient perdu leur position dominante (une telle alliance n'a de toute façon jamais été vraiment réalisée).

Sa tâche était en réalité de renverser la domination kémaliste, qui représentait l'autre clique de la bourgeoisie compradore et des propriétaires terriens, et d'instaurer à la place la dictature démocratique du peuple, appuyée sur l'alliance principale des ouvriers et des paysans, sous la direction de la classe ouvrière.

Les développements après la mort d'Atatürk (jusqu'aux années 1970)

Nous avons vu comment, après la Guerre de Libération, deux camps politiques avaient émergé au sein des classes dominantes, c'est à dire la grande bourgeoisie compradore et les grands propriétaires fonciers :

- Le premier, était celui de la nouvelle bourgeoisie turque qui avait progressivement développé sa collaboration avec l'impérialisme et s'était ainsi enrichie, un secteur de la bourgeoisie compradore pro-Union et Progrès, un secteur de la grande propriété terrienne, des usuriers et marchands, et l'élite des fonctionnaires publics et intellectuels.

- Le second était constitué d'un autre secteur de la grande bourgeoisie compradore, des grands propriétaires terriens, usuriers et marchands, membres du palais, religieux et résidus de la classe des oulémas.

La bourgeoisie moyenne à caractère national se rattachait au premier de ces deux camps, comme force de réserve du CHP kémaliste et de son appareil d'État.

Lorsque les forces du second camp purent commencer à s'organiser, elles formèrent le Terakkiver Firka puis le Serbest Firka, tandis qu'en dehors de ces étroites et éphémères possibilités, une bonne partie d'entre elles tentait de se faire directement une place au sein du CHP.

Dominées par, donc, des éléments compradors, grands propriétaires, usuriers et marchands, on y trouvait également des éléments carrément monarchistes, nostalgiques du sultanat-califat : ancienne bureaucratie féodale, religieux, oulémas ; que l'on pourra encore retrouver

postérieurement dans le DP et l'AP, et qui formeront par la suite le MNP [NdT : "Parti de l'Ordre National" de Necmettin Erbakan, plus lointain ancêtre de l'AKP ; seule mention connue de celui-ci dans l'œuvre - en tout cas, disponible en français ou en anglais - de Kaypakkaya ; l'analyse fournie dans l'encadré ci-dessus nous semblant tout de même plus "pointue" et rigoureuse, mais à l'époque (1972) ce parti ne pesait pas grand-chose et ne semblait pas voué à un grand avenir, si bien que *de minimis non curat praetor...*].

Mais la lutte entre ces deux camps était, dès l'origine, essentiellement une lutte de pouvoir entre grands bourgeois et propriétaires terriens *dans le nouveau cadre* de la république. La lutte entre bourgeoisie républicaine et partisans du retour du sultanat-califat, en tant que lutte entre révolution et contre-révolution, appartenait au passé : ces derniers existaient bien sûr, on l'a vu, mais comme force faible et essentiellement d'appui à l'un des deux grands camps en présence, en l'occurrence le second.

À compter de la fin de la Première Guerre mondiale, et de la Guerre de Libération, la lutte entre révolution et contre-révolution a bel et bien été de manière principale celle entre les partisans de la République bourgeoise, dictature fasciste de la bourgeoisie compradore sous un éventuel masque "démocratique" parlementaire ; et ceux qui voulaient établir la République populaire démocratique des classes ayant intérêt à celle-ci : ouvriers, paysans, masses pauvres et exploitées en général, etc.

D'un côté la lutte entre les deux grands camps des classes dominantes ; de l'autre celle entre les classes dominantes dans leur ensemble et les classes populaires ; se poursuivirent donc l'une et l'autre en parallèle au cours des décennies suivantes.

Tandis que la Seconde Guerre mondiale se profilait, la clique réactionnaire à la tête du CHP, qui avait jusque-là collaboré avec les impérialistes français et britanniques, à partir de 1935 environ et du changement de conjoncture internationale, **commença à se rapprocher de l'Allemagne hitlérienne.**

Si bien qu'au début du conflit, la situation était que l'Allemagne nazie s'était assurée une domination impérialiste totale en Turquie. La clique dirigeante kémaliste était devenue un jouet entre ses mains. Elle tenta de mettre en place les méthodes fascistes hitlériennes de gouvernement dans le pays ; et choisit le camp de l'Axe dans la confrontation mondiale.

Elle resta certes officiellement "neutre", ne prenant pas militairement part au conflit, pour des raisons diverses de rapport de forces, d'être en première ligne face à l'Union Soviétique et de ne pas penser pouvoir militairement y faire face ; puis de la tournure défavorable à l'Allemagne prise par le conflit ; mais si la conjoncture avait été favorable, elle n'aurait pas hésité à entrer en guerre à ses côtés tout comme les Jeunes-Turcs l'avaient fait aux côtés du Kaiser.

Seul l'équilibre global des forces l'empêcha. L'avènement du gouvernement [Saracoglu](#) (1942) fut l'aboutissement naturel et inévitable de tout ce processus initié en 1935, de tous ces pas effectués en direction de la collaboration avec le Troisième Reich : ce gouvernement ouvertement collaborationniste, en constituait pour ainsi dire le paroxysme.

Sefik Hüsnü a pu ainsi très correctement affirmer que *"le gouvernement Saracoglu a ouvertement embrassé la cause de protéger les intérêts des profiteurs de guerre de la*

bourgeoisie turque, liés pour la plupart aux capitaux allemands, et des grands propriétaires" ; ajoutant qu'il avait adopté ce principe "comme la pierre angulaire de sa politique depuis le début".

Et de poursuivre : *"Les dirigeants du CHP, en premier lieu Saracoglu et ses collègues, sont indubitablement hostiles à l'Union Soviétique et tout autant à la politique d'amitié et de coopération de Londres à son égard. Par conséquent, ce que doivent faire les deux grandes démocraties anglo-saxonnes est de soutenir le front démocratique intérieur en Turquie, en usant de leur influence, et ne pas tenter de prolonger d'un seul jour l'existence de ce gouvernement."*

Bien qu'il soit dans l'erreur quant à la nature de la "démocratisation" appelée de ses vœux (et, nous le verrons, cela aura son importance !), son diagnostic de base était absolument correct.

Nous en venons ici à un point précis que les révisionnistes de Shafak ont toujours été absolument incapables de saisir : ceux qui allaient, bientôt, fonder le DP, n'étaient nullement la clique dominante pro-nazie à l'intérieur du CHP, mais tout au contraire, ceux qui s'étaient opposés à elle depuis aussi loin que l'époque du Serbest et même du Terakkiperver.

Leurs appels au "multipartisme" et à des "élections libres", dans les nouvelles conditions historiques où le CHP était devenu un étroit collaborateur de l'Allemagne nazie, y gagnant un caractère plus fasciste que jamais, tendirent à en faire (en apparence du moins) le "moins pire" des deux larrons en foire.

Ces revendications étaient, de fait, également celles de la moyenne bourgeoisie réformiste de l'époque. Le TKP lui-même, qui n'avait jamais réellement réussi à devenir autre chose qu'un mouvement petit et moyen bourgeois, demandait lui aussi la même chose.

Ainsi, dans ces nouvelles conditions historiques, un nouvel événement essentiel se produisit dans notre histoire : la majorité de la moyenne bourgeoisie à caractère national, qui dans la longue lutte entre cliques des classes dominantes avait jusque-là fait corps avec les kémalistes du CHP, **passa alors massivement dans le second camp.**

C'est ainsi qu'un large front commença à se dessiner, depuis le TKP jusqu'au DP et au MP (Parti national) : précisément celui que Hüsni appelait le *Front démocratique intérieur*.

C'est la raison pour laquelle des membres du TKP, des membres (ou futurs membres) du DP, et [Fevzi Çakmak](#) président fondateur du MP, ont pu un temps faire partie des mêmes organisations.

Pour un mouvement communiste, il est bien entendu hors de question d'avoir une préférence entre deux cliques réactionnaires : il regarde les deux comme des ennemis et mène la lutte pour abattre l'une comme l'autre ; cependant, il n'est pas aveugle aux luttes et aux rapports de forces entre elles, et cherche toujours à avoir la meilleure évaluation possible de la situation afin d'en tirer le maximum de bénéfices pour lui-même, en isolant la plus réactionnaire des deux au moment considéré, dirigeant ses plus véhémentes attaques contre elle ; sans négliger pour autant de dénoncer la nature réactionnaire et de maintenir une ligne d'hostilité avec l'autre.

Il garde toujours bien présent à l'esprit que cette querelle entre dominants peut toujours à tout moment se retourner en unité contre le peuple, et que dans tous les cas, la clique qui n'est pas au pouvoir actuellement pourra toujours y être demain.

Ainsi, dans la période entre le début de la Seconde Guerre mondiale et les premières années du gouvernement DP, la situation était la suivante : **avec le CHP entré en collaboration avec l'Allemagne nazie, et dérivant vers un extrême fascisme, la clique qui lui était opposée (futur DP etc.) en était venue à jouer comparativement un rôle presque progressiste, et la petite et moyenne bourgeoisie a donc progressivement rompu avec les premiers et rejoint les seconds.**

Au cours de cette période, en effet, le DP et les divers partis d'opposition (ou plutôt les cercles qui s'apprêtaient à les former, ces partis n'existant pas encore) qui s'opposaient au CHP et à l'Allemagne nazie derrière lui jouèrent au fond un rôle similaire à celui du Kuomintang en Chine, dans la lutte contre l'impérialisme fasciste japonais et ses collaborateurs (sans perdre de vue, bien entendu, les importantes différences entre les deux situations).

Les forces en présence étaient, de fait, parallèles à celles de la situation mondiale. Un bloc impérialiste composé des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, opposé aux impérialismes fascistes allemand, italien et japonais, avait dû nouer une alliance avec l'URSS. Une alliance, bien sûr, contradictoire... Et de la même façon, en Turquie, ces puissances appuyaient donc les mots d'ordres du camp "démocratique", le DP en formation donc, contre le CHP fasciste et sa ligne pro-Axe ; et celui-ci avait également progressivement noué une alliance avec le Parti communiste TKP.

[NdT - Le régime kémaliste CHP finira, devant la tournure des évènements, par déclarer la guerre à l'Allemagne et ses alliés *quelques semaines* avec la chute de Berlin et la fin de la guerre ; condition *sine qua non* - au demeurant - pour faire partie de la toute nouvelle Organisation des Nations Unies ; néanmoins, les Alliés occidentaux vainqueurs restèrent décidés à se débarrasser de lui et à porter l'opposition "démocrate" au pouvoir.]

Ainsi donc, au lendemain de la guerre, la nouvelle superpuissance US était décidée à soutenir les "démocrates" du DP contre le kémalisme ; et ceux-ci réussirent progressivement à se gagner le soutien de la petite et moyenne bourgeoisie et d'une partie importante des classes populaires.

La politique erronée, opportuniste du TKP peut ici être blâmée pour cela. De la même façon qu'il s'était longtemps mis à la remorque du kémalisme au pouvoir ; il s'était à présent totalement mis à la remorque de l'opposition du second camp et de son principal parti, le DP. Ceci joua évidemment un rôle pour permettre au DP de se gagner le soutien des classes moyennes et de larges couches populaires durant cette période.

Toute la colère du peuple contre le gouvernement CHP, pantin de l'Allemagne nazie, conflua dans le mouvement en faveur du DP qui prit finalement le pouvoir en 1950, après que le multipartisme ait été définitivement instauré en 1946 ; reflet, bien sûr, dans la politique turque de la victoire des Alliés, en premier lieu des Américains, sur l'Allemagne nazie à l'échelle mondiale.

Cette accession du DP au pouvoir ne fut ni une révolution, ni une contre-révolution, mais un simple changement de pouvoir dans une longue lutte entre deux cliques politiques : **c'est ainsi qu'une dictature "multipartiste" dépendante des États-Unis, et appuyée sur des forces réactionnaires civiles, remplaça la dictature militaire fasciste à parti unique du CHP, liée à l'impérialisme allemand vaincu.**

Après que le DP ait pris le pouvoir, la petite et moyenne bourgeoisie réformiste demeura dans son camp pendant encore un certain temps. Nadir Nadi fut notamment un intellectuel qui joua un grand rôle dans la propagande électorale "démocrate". Beaucoup d'intellectuels démocratiques étaient à cette époque des supporters de ce parti.

Dans des publications relatives à cette époque, et reflétant le point de vue de la petite et moyenne bourgeoisie réformiste, il est courant de lire que le DP était "bien" au départ, puis est devenu "mauvais" ensuite.

En effet, lorsque le DP aux ordres de l'impérialisme US commença à lancer des attaques contre le peuple et les intellectuels n'ayant rien à envier à celles du CHP précédemment ; lorsqu'il intégra la Turquie dans l'alliance militaire impérialiste qu'est l'OTAN, envoyant notre peuple mourir dans une guerre injuste et réactionnaire en Corée ; la petite et moyenne bourgeoisie à caractère national, et les intellectuels démocrates commencèrent à se refroidir et à prendre leurs distances vis à vis de lui, et même à amorcer un nouveau virage vers le CHP...

[NdT - Tout ceci ne peut pas être sans nous rappeler le régime AKP d'Erdogan, lui aussi accueilli avec un *a priori* favorable de "changement" et de "démocratisation" (et pas qu'un *a priori* d'ailleurs, mais aussi des mesures bien réelles, notamment vis-à-vis des Kurdes !), et à présent unanimement dénoncé (souvent à raison aussi) comme autocratique et répressif... À la différence fondamentale, bien sûr, que le régime DP d'Adnan Menderes est celui qui a introduit et fermement ancré la Turquie dans l'OTAN, ce que par la suite le CHP revenu au pouvoir ne remettra pas en question ; tandis qu'Erdogan incarne plutôt un éloignement du strict alignement occidental pour une politique d'"électron libre", voire parfois une esquisse d'alignement sur la Russie.]

Dès lors que n'existait pas un fort mouvement populaire indépendant pour l'établissement d'une République populaire démocratique, **la petite et moyenne bourgeoisie à caractère national et derrière elle les masses populaires étaient de fait dans un constant mouvement de va et vient entre les deux cliques de la grande bourgeoisie compradore et des grands propriétaires terriens. Telle est la réalité de l'histoire contemporaine turque.**

Bien qu'elles aient pu de temps en temps se constituer en mouvement politique indépendant, ces classes moyennes n'ont jamais su devenir une force politique significative. Le Parti "socialiste" d'Esat Adil, fondé en 1946, n'a ainsi jamais été qu'un parti réformiste bourgeois derrière une façade socialiste ; tout comme le TSEKP ou encore le Vatan, qui a connu une brève existence en 1954 [NdT - à ne pas confondre avec le parti actuel, fondé en 2015, ultra-nationaliste fasciste "de gauche" issu de fait... du fameux "Shafak" assez souvent dénoncé dans cet ouvrage.]

Le mouvement communiste, autour du TKP, a lui aussi été bringuebalé au milieu des vagues du réformisme bourgeois.

Soulignons ici, encore une fois, un autre point important : les deux camps entre lesquels sont divisés la grande bourgeoisie compradore et les grands propriétaires fonciers, ne sont pas absolument immuables et "gelés". Tout d'abord, on l'a dit, il est possible et même fréquent que des éléments passent d'un camp à l'autre. Et d'autre part, chaque camp n'est pas absolument homogène : les réactionnaires sont traversés par d'innombrables contradictions. Mais, simplement, ceux qui ont des intérêts plus similaires entre eux s'unissent contre ceux avec lesquels ils ont de plus profondes divergences. C'est ainsi que se conforment les deux grands camps politiques réactionnaires en Turquie.

Ainsi donc, le CHP à la solde d'Hitler dans les années 1940 devint à partir d'environ le milieu des années 1950, à son tour, un chantre de la démocratie ; appelant à cor et à cris aux "droits fondamentaux", à la "justice" et à la "liberté".

Le mécontentement des masses écrasées et condamnées à la misère par le régime pro-américain du DP, et des intellectuels démocrates et petits ou moyens bourgeois qui avaient vu tous leurs droits démocratiques confisqués, allait en grandissant.

Toutes ces masses n'ayant pas de direction révolutionnaire, leur opposition au régime DP était sporadique et inconsistante. Il y avait même, de fait, dans les masses une tendance à ne faire confiance à personne, un nihilisme politique vis à vis de tous les camps politiques qui au pouvoir les avaient trahies, écrasées et volées.

Il n'y avait pas de véritable Parti communiste capable de faire converger toutes ces colères insurrectionnelles ouvrières et paysannes dans une grande force, et de la mobiliser. Le TKP avait été écrasé. Le Vatan constitué en 1954 par H. Kivilcimli sur ses ruines avait tourné le dos aux masses, trop occupé à applaudir le mauvais acteur Menderes comme "notre second grand leader national"... Il n'était, évidemment, pas possible d'envisager que des masses ainsi privées de direction politique mènent une rébellion spontanée. Elles se contentaient de serrer les dents et d'avalier leur colère, qui bouillait en elles en débordant un peu de temps en temps.

Tout comme la moyenne bourgeoisie, leurs demandes n'allaient pas au-delà de "liberté d'expression" ou "liberté de la presse". Bien sûr, malgré leur caractère limité et à courte vue, ces demandes n'en demeuraient pas moins progressistes.

De l'autre côté, la clique de grands bourgeois compradors et grands propriétaires dans l'opposition (c'est à dire, cette fois, le CHP) demandaient la même chose... *pour eux-mêmes*.

En Turquie, la moyenne bourgeoisie à caractère national et les intellectuels démocrates que l'on peut y rattacher sont une classe au pouvoir considérable, mais hélas à courte vue, indécise et conciliatrice, prédisposée à la paix sociale. Mais la clique de grands bourgeois et propriétaires terriens qui parvient à s'attacher son soutien, dispose là d'une carte maîtresse contre sa rivale.

Les conditions sus-énoncées, conduisirent donc à la formation d'une **alliance autour de la revendication de "démocratie bourgeoise partielle" entre la clique d'opposition CHP et de larges secteurs de la moyenne bourgeoisie.**

Le CHP prit ainsi la direction de toute l'opposition au DP, et canalisait habilement son enthousiasme au service de ses propres objectifs. **Il s'empara finalement du pouvoir par le [coup d'État du 27 mai 1960](#).** Les auteurs du coup étaient de loyaux soutiens d'Ismet İnönü, le lieutenant de Kemal Atatürk qui lui avait succédé après sa mort en 1938 (jusqu'en 1950). Les masses ne s'y trompaient d'ailleurs pas, lorsqu'elles clamaient "*geldi İsmet, kesildi kismet*" : "İsmet est là, la prospérité arrive"...

Ce que cela voulait dire en réalité, c'était que la clique réactionnaire et antipopulaire incarnée par İnönü avait repris le pouvoir. Il se trouvait même, parmi les instigateurs du coup d'État, des fascistes *ultras* et aspirants Hitler tels que Türkes (MHP-"Loups Gris"), représentants d'une encore plus réactionnaire clique de grands bourgeois compradors et grands propriétaires.

Ce genre de groupes fut cependant assez rapidement écarté par İnönü. Ces fous furieux, nationalistes fanatiques voulaient tout simplement l'instauration d'une dictature fasciste par l'armée, qui exercerait directement la totalité du pouvoir en dissolvant le Parlement.

Pour les révisionnistes comme M. Belli, leur mise à l'écart et le retour aux élections aurait été une "*marche arrière de la (soi-disante) révolution*"... En réalité, İnönü l'expérimenté, *intelligent* ennemi du peuple, ne voulait pas de cette voie car elle aurait signifié perdre immédiatement le soutien de la moyenne bourgeoisie et des intellectuels, dont il avait besoin. Une dictature fasciste ouverte aurait évidemment balayé les "droits démocratiques bourgeois partiels" qui avaient été le mot d'ordre de la mobilisation ; et l'aurait donc privé de son plus puissant argument de propagande.

De fait, ceux qui avaient utilisé pour leurs buts le mouvement de la petite et moyenne bourgeoisie réformiste, ne pouvaient pas à ce moment-là s'y confronter immédiatement sans risques. Ils avancèrent donc pas à pas, faisant rédiger une Constitution qui incluait une partie de ses demandes, puis contenant de leur mieux toute avancée supplémentaire tout en s'efforçant d'en conserver le soutien.

Les périodes, et on le comprend, où la division des classes dominantes pouvait aller jusqu'à l'affrontement armé, les effrayaient. Leur initiative et contrôle sur les masses y étaient fragilisés, et ils ne souhaitaient pas que de telles périodes se prolongent dans le temps. C'est la raison pour laquelle la clique réactionnaire du 27 Mai a agi comme elle l'a fait.

Par la suite, un nouveau mouvement réformiste, le TIP, qui devait même plus tard se parer du masque du "socialisme", émergea et commença à se gagner le soutien des masses, de la jeunesse et des intellectuels. Le CHP commençait à nouveau à perdre le soutien de ces couches. L'AP (Parti "de la Justice"), qui avait pris la succession du DP, était à l'offensive, clamant que tous les problèmes étaient de la faute d'İnönü.

Ce dernier de son côté, en tant que premier porte-parole de la bourgeoisie et des grands propriétaires, expliquait selon ses propres mots que "pour dresser un mur contre la gauche" (radicale), le CHP était "*de centre-gauche et il en a toujours été ainsi depuis 40 ans*"...

C'est dans cet environnement de lutte acharnée entre cliques réactionnaires, tantôt s'échauffant, tantôt se refroidissant, mais n'en voyant pas moins se succéder les crises politiques et économiques, que les voix d'un nouveau, frais, vivant mouvement populaire ont commencé à monter des usines et des villages.

Le développement croissant des luttes de notre héroïque classe travailleuse, de nos paysans pleins d'abnégation et notre brave jeunesse ; la diffusion rapide des œuvres marxistes-léninistes ; et la secousse mondiale que représente la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine ; tout ceci tend à conformer un environnement favorable pour l'éclosion d'un nouveau mouvement communiste qui donnera enfin une direction (dont elles ont cruellement besoin...) aux luttes des masses dans notre pays.

Car c'est seulement une direction communiste qui pourra sauver les luttes des masses de n'être éternellement que des jouets pour une clique réactionnaire contre une autre ; et **transformer enfin toutes ces luttes en une VICTORIEUSE RÉVOLUTION POPULAIRE.**

[L'on pourra ajouter ici pour conclure, qu'à cette époque, après les quelques années de gouvernement İnönü consécutives au coup d'État de 1960, le fascisme turc s'est en quelque sorte installé dans un système d'"alternance entre les deux camps avec l'armée pour arbitre" (celle-ci, que l'on pourrait caractériser à cette époque comme "kémaliste de l'aile droite", "supervisant" les choses avec le Conseil de Sécurité Nationale institué en 1961 et intervenant régulièrement pour "remettre de l'ordre" et "mettre tout le monde d'accord") ; système avec pour "lignes de démarcation" le refus absolu (évidemment) du communisme révolutionnaire, du séparatisme (essentiellement kurde) mais aussi (sinon comme force d'appoint dans un gouvernement de coalition, mais certainement pas comme force dirigeante) de l'extrême-droite ultra-nationaliste aux accents anti-occidentaux (MHP-"Loups Gris") et des islamistes (à plus forte raison après la Révolution iranienne en 1979) ; la "montée" jugée préoccupante de l'une ou l'autre ou plusieurs de ces menaces, conduisant aux "interventions" militaires de 1971, 1980 (extrêmement meurtrière), 1997 (contre l'accession au pouvoir d'Erbakan)...

Tout ceci jusqu'en 2003 et l'avènement d'Erdogan et de son AKP, aboutissement du mouvement islamiste dont nous avons exposé la genèse plus haut en encadré ; celui-ci mettra toutefois, il faut le souligner, une bonne dizaine d'années (environ) à s'assurer un contrôle satisfaisant de l'armée pour pouvoir asseoir le "pouvoir autocratique absolu" que les révolutionnaires, démocrates et progressistes du monde entier, mais aussi de plus en plus les chancelleries occidentales (dont il s'éloigne de la "ligne" géopolitique), lui reprochent aujourd'hui.]

Quelques petits liens pour voir plus loin :

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/turquie-iran-kurdistan-israel-qu-en-est-il-a114095668>

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/qu-est-ce-que-l-akp-a134714962>

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/honneur-communiste-a-ibrahim-kaypakkaya-assassine-il-y-a-40-ans-par-l--a114094360>

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/il-y-a-100-ans-l-etat-fasciste-turc-naissait-dans-le-sang-du-genocide--a117493162>

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/clarifications-sur-quelques-points-a136468680>

Sur la volonté, manifestement croissante, des impérialistes occidentaux de se débarrasser de l'encombrant Erdogan ; et L'OPPORTUNISME TOTAL, digne de la petite et moyenne bourgeoisie réformiste pro-Menderes de 1945-50 ou pro-coup d'État de 1960 dénoncée dans le texte qui précède, de toute une "extrême-gauche" turque et kurde et de ses soutiens internationaux à ce sujet ; en violation la plus totale de la Pensée de Kaypakkaya :

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/erdogan-est-un-fasciste-a144848994>

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/turquie-kurdistan-elections-anticipees-l-heure-de-verite-approche-a144489808>

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/breakingnews-voila-ca-y-est-a144639402>